

Mardi 3 décembre 2013
Communiqué de presse

Eduardo Rihan Cypel, porte-parole du Parti socialiste
Emeric Bréhier, secrétaire national à l'Éducation
Yannick Trigance, secrétaire national adjoint à l'Éducation

La France vient de recevoir la facture éducative de 10 années de droite au pouvoir

La France vient de recevoir la facture éducative de 10 années de droite au pouvoir. Les résultats de notre système éducatif, évalués par le test PISA entre 2009 et mai 2012, montrent à quel point la précédente majorité a délaissé l'éducation.

Les critiques formulées ce matin par Luc Chatel contre l'actuel gouvernement sont parfaitement intolérables et déplacées au regard de son bilan comme ministre de l'Éducation nationale de la droite au pouvoir. La réalité est sans appel : un accroissement des écarts de niveau entre les élèves, avec un plus grand nombre d'élèves en difficulté et en grande difficulté ; une aggravation des déterminismes sociaux : l'école française est aujourd'hui celle des pays de l'OCDE où l'origine sociale des enfants pèse le plus lourd dans les résultats scolaires.

Ce bilan, c'est celui de l'abandon de l'école par la droite lors du dernier quinquennat.

L'insoutenable légèreté avec laquelle Nicolas Sarkozy et l'UMP ont traité l'éducation explique la situation : suppression de 80 000 postes, destruction de la formation des enseignants, déscolarisation des jeunes enfants, démantèlement des RASED, attaques contre les remplaçants etc. Nous payons aujourd'hui le prix de cette politique. La nouvelle majorité a donc raison de faire de la refondation l'école de la République une priorité. L'étude PISA le confirme d'ailleurs en approuvant le diagnostic, en soulignant que les réponses du gouvernement vont dans le bon sens et en l'incitant à poursuivre les réformes engagées.

Le Parti socialiste soutient le ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon dans le travail engagé pour mieux venir en aide aux élèves en difficultés pour élever le niveau de tous :

- priorité au premier degré, parce que c'est là que se scellent trop souvent les inégalités et les destins scolaires. Avec notamment la réforme des rythmes scolaires, qui bénéficiera en priorité aux élèves les moins favorisés.
- dispositifs innovants en primaire dans les zones les plus déshéritées (plus de maîtres que de classes, scolarisation des moins de trois ans).
- liaison école-collège, moment de trop nombreuses ruptures.
- effort sans précédent sur le remplacement (avec 1 000 postes dédiés dès cette année) ; car le non-remplacement d'un professeur absent fragilise les apprentissages.
- formation des enseignants : pour qu'ils puissent aborder leur métier avec tous les outils nécessaires pour accompagner les élèves dans leurs apprentissages.

Le deuxième temps de la refondation qui commence cet hiver permettra d'amplifier ce qui a déjà été engagé avec notamment : le chantier des métiers, pour redéfinir ce que doit être l'enseignant du 21^e siècle, dans le dialogue avec les organisations syndicales ; la mise en place du Conseil supérieur des programmes, pour réorganiser l'ensemble de la scolarité obligatoire (école et collège) ; la réforme à venir de l'éducation prioritaire pour qu'enfin notre pays offre les mêmes chances à tous ses enfants.

Le gouvernement a pris la pleine mesure de la situation. Il a compris à quel point l'Éducation nationale avait été abimée par ceux qui passent leur temps à donner des leçons de gestion. Rien, aucune polémique à visée politicienne, aucune manipulation des réformes mises en œuvre, ne doit venir freiner l'élan réformateur insufflé par Vincent Peillon. Tout ce qui est réalisé aujourd'hui ne l'est que dans un seul intérêt : celui des élèves et de la jeunesse de France.